

Bonjour,

Nous vous demandons d'annuler et remplacer notre précédente contribution (fin juillet) à votre consultation publique par celle ci-dessous et vous confirmons notre autorisation à la rendre publique.

Préalable :

La position de U-Tech résume celle d'une quarantaine de moyennes entreprises françaises, consommatrices de 5 à 50 GWh/an de gaz naturel raccordées au GRD, pour lesquelles nous agissons en tant que gérant de groupement d'achat et dont 70% sont en zone Sud. Notre position n'a donc pas vraiment sa place ici, sauf que les aménagements auxquels nous assistons depuis quelques mois génèrent chez les fournisseurs la justification d'une hausse de coût de l'ordre de 2 €/MWh pour l'acheminement de la totalité de la fourniture en zone Sud. Et tout ceci dans une belle entente entre les fournisseurs.

Ceci n'est pas acceptable et nous ne voyons aucun représentant des PME s'insurger. Nous ne pouvons plus compter que sur le discernement de la CRE.

Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites Gazo-Intensifs situés dans le sud de la France ?

NON

La seule contribution positive de la demande des GI du Sud d'être rattachés contractuellement à la zone Nord consiste à créer un précédent vers une zone unique. Notre avis est que cette zone unique devrait être appliquée au plus tôt, en un seul temps et pour tous les consommateurs présents sur le marché.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette première option ?

Question 3 : Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

NON

Dans une situation de déséquilibre d'une zone par rapport à l'autre, la capacité limitée doit être exploitée à 100% 24h/24 7j/7 12mois/12 pour stocker en zone déficitaire ce qui n'est pas immédiatement consommé. Le dispositif de gestion de la capacité Nord/Sud en réservant des capacités, même nommées la veille mais non utilisées physiquement à 100% participe au creusement du déficit en zone Sud. C'est ce que permettront encore les enchères et des conditions engageantes d'accès sur une portion engorgée du réseau de transport. Et accorder une priorité d'attribution de ces capacités aux GI ne fera qu'accentuer le déficit de capacité pour les moyennes entreprises car le profil des GI n'est pas aussi "communément flat" qu'ils le prétendent. En situation de pénurie, tout se joue à la marge et dans la solidarité.

Le cœur du problème est l'absence de marché en zone Sud et un recours au PEG Nord pour dresser toute cotation en zone Sud. Le problème ne peut être résolu que par l'augmentation des livraisons de GNL et/ou un engagement supplémentaire de Storengy à augmenter les stocks en zone Sud à partir des capacités marginalement disponibles sur les liaisons Nord/Sud qui devraient fonctionner à 100% physiquement et sans aucun aléa si minime soit-il. Cette contribution de Storengy devrait être prise en charge par le GRT face à son incapacité provisoire de répondre à la demande. Ce surcoût devrait être étalé sur les charges nationales du GRT et reportées sur l'ensemble des consommateurs

français, petits et gros, Nord et Sud et non uniquement sur les PME françaises du Sud qui ont accédé au marché. Storengy en a la capacité physique compte tenu de la baisse globale des stocks observée depuis trois ans maintenant à un rythme proche de 10%/an y compris cet été, sauf pour la zone Sud où les quantités ont été augmentées de 8%. A la différence de l'électricité, le gaz naturel est stockable et c'est par cette caractéristique que la solution doit être trouvée. On ne corrige pas une carence de marché (Peg Sud) par un recours au marché (sur les capacités Nord/Sud).

Question 4 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette seconde option ?

Question 5 : Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?

L'article 39 de la loi 2013-619 du 16 juillet 2013 qui crée le statut de consommateur gazo-intensif et prévoit que les consommateurs gazo-intensifs «peuvent bénéficier, pour certains de leurs sites, de conditions particulières d'approvisionnement et d'accès aux réseaux de transport et de distribution de gaz naturel» est un pur produit de lobbying et un déni de droit et d'équité pour les moindres consommateurs.

Ainsi dans un contexte de chômage inédit, les entreprises gazo-intensives seront privilégiées par rapport aux entreprises emplois-intensives également consommatrices de gaz. Si des conditions particulières d'approvisionnement et d'accès avantageuses étaient attribuées à des entreprises, le critère d'attribution devrait reposer sur le plus fort ratio emploi/consommation gaz et non l'inverse. L'Uniden argumente sur "l'enjeu pour l'emploi français au sein des industries gazo-intensives" ce qui est un contre-sens sans vergogne venant de celles qui ont justement le plus faible ratio emploi/consommation gaz.

Ainsi dans un contexte déficit de la balance commerciale, l'importation du gaz sera favorisée par rapport à la valeur ajoutée hexagonale (emploi, amortissements, sous-traitance,...). Ce qui a été mis en place pour les électro-intensifs (énergie produite en France) n'est pas transposable sur les gazo-intensifs (énergie importée).

Ainsi dans un contexte d'engorgement Nord Sud, les entreprises à emplois-intensif devront assumer le même déficit de capacité de transport Nord/Sud entre un nombre réduit de consommateurs, ce qui aura pour effet de majorer le prix d'accès à cette capacité NS.

Ainsi dans un contexte de désertification industrielle du Sud, la France n'a pas besoin d'ajouter pour 4 ans d'un régime complexe, diviseur, chronophage et onéreux d'accès aux réseaux de transport de gaz qui accentuerait un "mezzogiorno" à la française.

Ainsi dans un contexte de carence de moyennes entreprises en France, à l'inverse de l'Allemagne, on veut faire porter le poids de cet étranglement aux PME.

Enfin, nous pensons que les événements actuels en Syrie pourraient tout aussi bien conduire la Russie à "punir" la France pour une quelconque action militaire en Syrie en fermant l'approvisionnement de gaz russe en zone Nord. La situation de spread Nord Sud pourrait alors rapidement s'inverser et rendre caduque ce bel édifice réglementaire, surtout si le Qatar, exportateur de GNL et intéressé au conflit en Syrie, contribue par des approvisionnements de GNL en France. Nous sommes d'ailleurs surpris que le niveau des stocks de gaz qui a atteint un plus bas en 2013 ne suscite aucune réaction politique à la veille d'une situation internationale à risque.